



Chawki GADDES

Secrétaire Général A.T.D.C.

Enseignant F.S.J.P.S.T.

TRANSITION DÉMOCRATIQUE & RÉDACTION DE LA CONSTITUTION EN TUNISIE

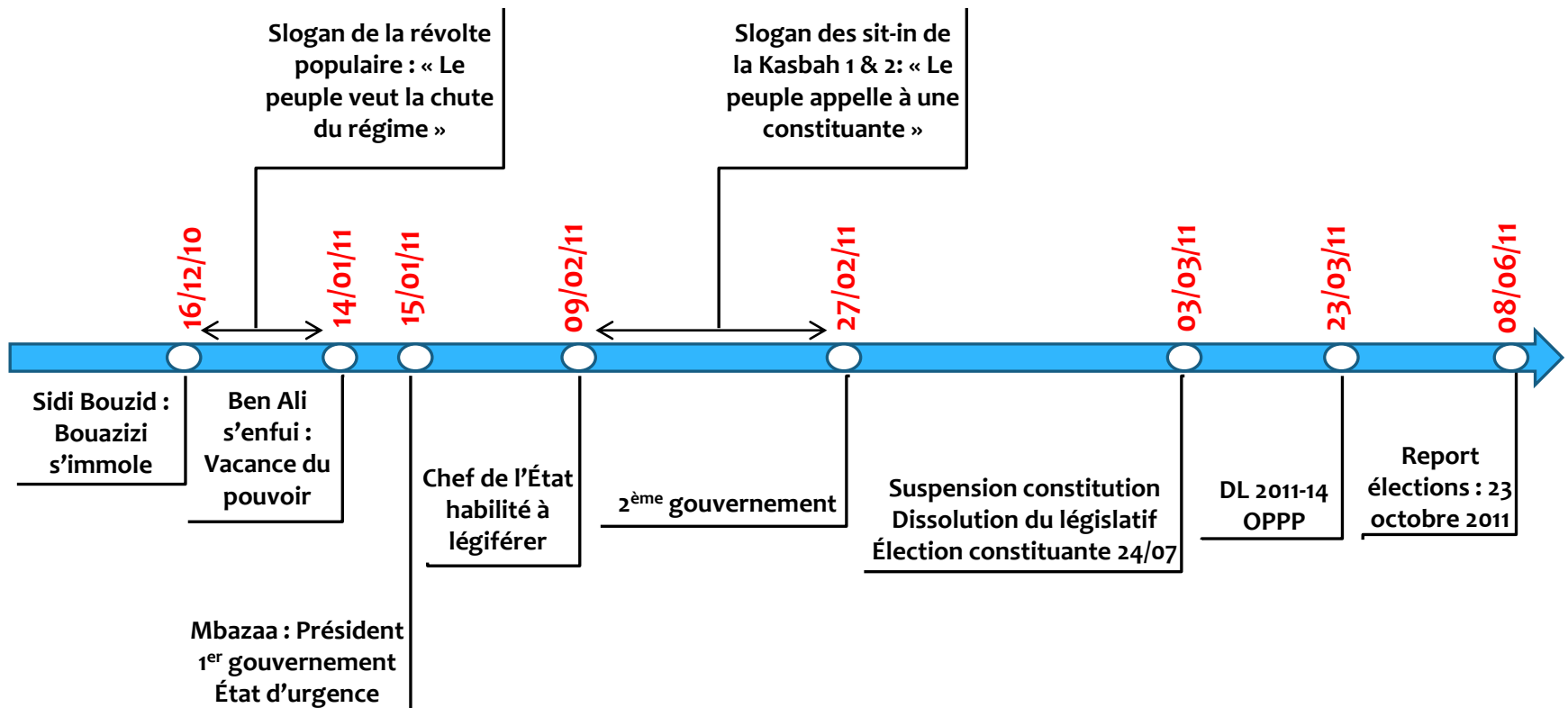
Premier atelier interculturel

«Processus constitutionnels et processus démocratiques, les expériences et les perspectives»

29 et 30 mars 2012, Marrakech



Chute du régime & Période de transition





Chute du régime & Période de transition

- **Etat de la situation pendant la transition :**
 - Constitution suspendue
 - Élection de la constituante fixée pour le 24 juillet 2011
 - Organisation provisoire des pouvoirs publics
 - Chambres législatives et conseil constitutionnel dissous
 - Chef d'État provisoire légiférant par habilitation
 - Instauration de l'état d'urgence
 - Dislocation de l'appareil sécuritaire
 - Neutralité de l'armée
 - Situation tendue sur les frontières libyenne et algérienne
 - Absence de structures élus : **Absence de légitimité**
 - Règle de prise de décisions : **Consensus**



Période de transition

- **À la lumière de cette situation, la transition démocratique va se dérouler sur deux périodes :**
 - **14 janvier au 23 octobre 2011**
Vers la mise en place de l'ANC (I)
 - **22 novembre 2011 ...**
Fonctionnement de l'ANC (II)



I. Mise en place de l'ANC

- **La mise en place de l'assemblée constituante a nécessité deux actions :**
 - **L'édition d'un nouveau cadre de la vie politique (A)**
 - **L'élection démocratique de la constituante (B)**

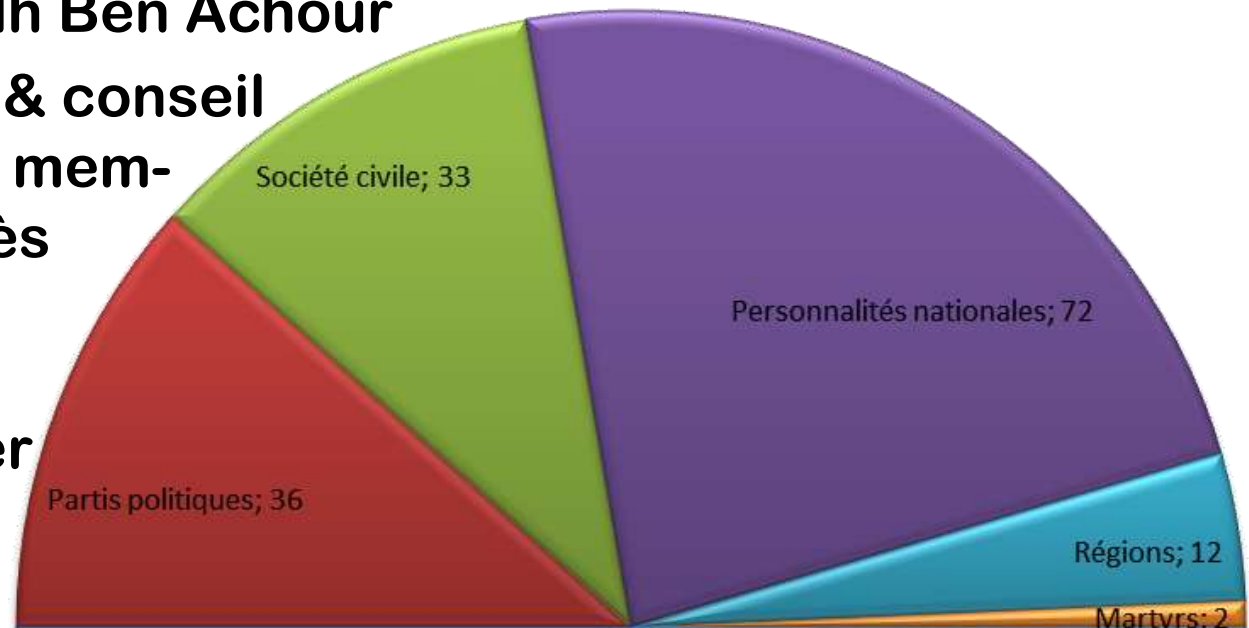


I. Mise en place de l'ANC



A. Nouvel encadrement de la vie politique

- Acteur central à côté du Gouvernement : Instance supérieure pour la réalisation des objectifs de la révolution, de la réforme politique et de la transition démocratique
- Présidence : Yadh Ben Achour
- Comité d'expert & conseil composé de 155 membres choisis après consultation et nommés par arrêté du premier ministre en date du 5 avril 2011





I. Mise en place de l'ANC



A. Nouvel encadrement de la vie politique

- **Mission de la haute instance :**
 - **Proposer les réformes** à même de concrétiser les objectifs de la révolution relatifs au processus démocratique : Article 2 décret-loi 2011-7
 - **Fixer les orientations** par l'instance et charger le comité d'expert de la **rédaction des projets de décret lois** : Article 3 § 4 décret-loi 2011-7
 - Prendre les **décisions par consensus** et à défaut par la majorité sans droit de vote pour les experts : Article 5 décret-loi 2011-7



I. Mise en place de l'ANC



A. Nouvel encadrement de la vie politique

- **Décret-loi du 19 février 2011**

Amnistie (n° 1), adhésion au **protocole facultatif** du **PIRDGP** (n° 3), à la **cour pénale internationale** (n° 4), adhésion au protocole facultatif se rapportant à la convention contre la **torture** (n° 5)

- **Décret-loi du 18 février 2011 portant création des trois structures**

Instance supérieure pour la réalisation des objectifs de la révolution, de la **réforme politique et de la transition démocratique** (n° 6), commission nationale d'investigation sur la **corruption et la malversation** (n° 7), commission nationale **d'investigation sur les abus enregistrés** au cours de la période allant du 17 décembre 2010 jusqu'à l'accomplissement de son objet (n° 8)

- **Décret-loi du 24 septembre 2011**

Organisation des **partis politiques** (n° 87), organisation des **associations** (n° 88)

- **Décret-loi du 2 novembre 2011**

Liberté de la presse, de l'impression et de la diffusion (n° 115), **Liberté de la communication audiovisuelle** (n° 116)



I. Mise en place de l'ANC



A. Nouvel encadrement de la vie politique

- Le consensus étant la règle : L'Instance supérieure édicte un **“Pacte républicain”** qui constituerait une charte, à valeur morale, pour la période transitoire comprenant 10 points
- Initiative personnelle du Doyen Ben Achour : Projet de **Déclaration du processus transitoire**
- Du 5 août au 6 septembre, réunions des 12 partis représentés au sein de la Haute Instance
- Le CPR refuse de signer la déclaration pour désaccord autour de la durée de travail de la constituante : 3 ans au lieu de l'année, objet du consensus





I. Mise en place de l'ANC

B. Élection démocratique de l'ANC



- Pour réunir les conditions idoines à la mise en place d'une ANC, l'instance supérieure présenta au gouvernement les projets suivants :
 - Décret-loi 27 du 18 avril 2011, créant l'**instance supérieure indépendante pour les élections**
 - Décret-loi 35 du 10 mai 2011, relatif à l'**élection d'une assemblée nationale constituante**
 - Décret n° 546 du 20 mai 2011, portant **nomination des membres** de l'ISIE
 - Décret n° 1088 du 3 août 2011, relatif au **découpage des circonscriptions électoral**



I. Mise en place de l'ANC



B. Élections démocratiques de l'ANC

- Les caractéristiques de ces premières élections transparentes et démocratiques en Tunisie sont :
 - Une **structure indépendante** chargée de les organiser : ISIE
 - **16 membres : élus** au sein de l'instance supérieure présentés par des juges, avocats, universitaires ...
 - Le **gouvernement** se limitant à mettre à la disposition de l'ISIE les **moyens matériels et humains** dont elle a besoin pour accomplir sa mission



I. Mise en place de l'ANC



B. Élections démocratiques de l'ANC

- **Bilan de ses élections : Personne n'en conteste les résultats et le contentieux a été très rapidement clos : C'est donc une réussite**
- **Quels en sont les chiffres clefs ?**
 - **7.500.000 électeurs potentiels dont 52% inscrits sur les listes**
 - **1519 listes avec 11686 candidats respectant la parité légale**
 - **7% des listes (110) étaient présidées par des femmes**
 - **Sur 217 membres ANC : 57 femmes (26 %) dont 42 d'Ennahdha**
 - **Participation exemplaire des tunisiens : File d'attente devant les bureaux de vote pendant deux à quatre heures**
 - **114 recours devant le Tribunal administratif qui n'ont donnés lieu qu'à 4 affaires jugées au fond et qui ont aboutit à la réintégration des listes d'el Aridha écartées par l'ISIE**



II. La rédaction de la constitution

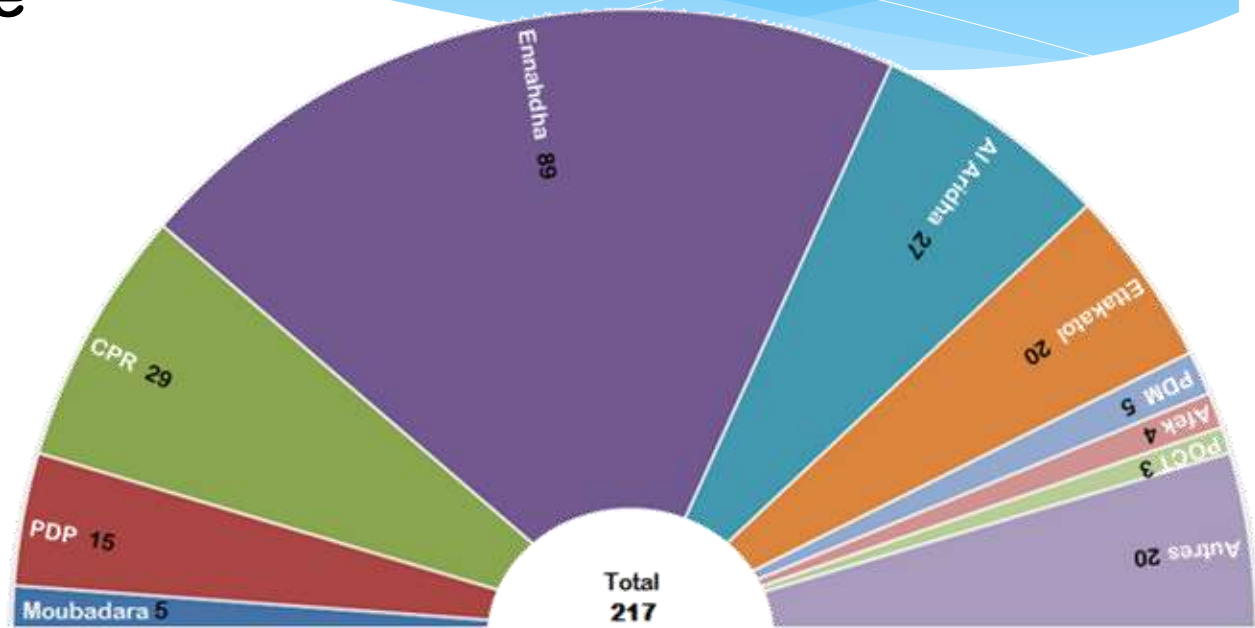
- L'étude du processus de rédaction de la constitution nous permettra de traiter de :
 - L'acteur principal : **ANC (A)**
 - La procédure d'édiction : **Règlement intérieur de l'ANC (B)**
 - Les éléments d'inspiration : **Projets présents sur la scène politique (C)**



II. La rédaction de la constitution

A. L'ANC (Morphologie)

- **Partie majoritaire**
Ennahdha 41%
- **Coalition :**
Ennahdha / CPR
et Ettakatol :
63,60%
- **Majorité absolue**
(50% + 1) réunie
- **Majorité 2/3 :**
66% (145) :
Nécessite 7
autres voix



2011, Chawki GADES







II. La rédaction de la constitution

A. L'ANC (Morphologie)

- La Troïka (Ennahdha, CPR et Ettakatol) peut compter au sein de l'ANC sur la majorité des deux tiers
- Preuve : Élection du président de l'ANC : Candidat de la Troïka, il a réunie 68% des voix

Candidat	Parti	Voix	%
Mustapha Ben Jaafar	Ettakatol	145	68,08
Maya Jribi	PDP	68	31,92







- Les deux vices-présidents élus sont de la Troïka :
 - Meherzia Labidi Maïza (Ennahda) 
 - Larbi Ben Salah Abid (CPR) 



II. La rédaction de la constitution

A. L'ANC (Morphologie)

- **La commission de rédaction de la loi sur l'OPPP :**

- **Président :** Habib Khedher (Ennahdha) 
- **Vice-président :** Said Mechichi (Ettakatol) 
- **Rapporteur :** Abderraouf Ayadi (CPR) 
- **Rapporteur-adjoint :** Ahmed Sefi (PCOT) 




- **La commission de rédaction du règlement intérieur :**

- **Président :** Amer Laâridh (Ennahdha) 
- **Vice-président :** Abderrahmèn Ladghem (Ettakatol) 
- **Rapporteur :** Omar Chtioui (CPR) 
- **Rapporteur-adjoint :** Salha Ben Aïcha (Ennahdha) 



II. La rédaction de la constitution

B. Rédaction de la constitution

- L'article 42 du RI prévoit que les commissions constitutionnelles sont composées par représentation proportionnelle des coalitions au sein de l'ANC
- La commission clef chargée de la coordination et de rédaction de la constitution est composée :
 - Président : Mustepha Ben Jaafer, Ettakatol 
 - Rapporteur : Habib Khedher, Ennahda 
 - Azad Badi, premier rapporteur adjoint, CPR 
 - Mabrouk Hrizi, deuxième rapporteur adjoint, Indépendant



II. La rédaction de la constitution

B. Rédaction de la constitution

- Six autres commissions de 22 membres :
 - **Préambule, des principes fondamentaux et la révision**
Président : Sahbi Atik, Ennahda  Rapporteur : Abdelmajid Anajar, Ennahda 
 - **Droits et libertés**
Président : Farida Abidi, Ennahda  Rapporteur : Iyed Dehmani, PDP 
 - **Pouvoir législatif, exécutif et relation entre eux**
Président : Omar Chtioui, CPR  Rapporteur : Salha Ben Aicha, Ennahda 
 - **Justices**
Président : Fadhel Moussa, PDM  Rapporteur : Latifa Habachi, Ennahda 
 - **Instances constitutionnelles**
Président : Jamel Tourir, Ettakatol  Rapporteur : Rabiï Abdi, CPR 
 - **Collectivités publiques régionales et locales**
Président : Imed Hammami, Ennahda  Rapporteur : Faiçal Jadlaoui, Ettakatol 



II. La rédaction de la constitution

B. Rédaction de la constitution

- **La procédure prévue pour la rédaction de la constitution est la suivante :**
 - **Articles 65 & 66 du règlement intérieur**
 - **Les commissions transmettent leur projets à la commission de coordination et de rédaction**
 - **Elle établie un rapport général et assure la cohérence du texte à présenter à l'assemblée plénière**



II. La rédaction de la constitution

B. Rédaction de la constitution

- L'article 3 de la loi sur l'organisation provisoire des pouvoirs publics prévoit l'adoption de la constitution suivant la procédure suivante :
 - Article par article à la **majorité absolue** des membres
 - En totalité à la **majorité des deux tiers** des membres
 - A défaut, une deuxième lecture doit approuver le texte avec la **majorité des deux tiers** des membres
 - A défaut le projet est soumis dans sa totalité au **référendum** populaire pour adoption à la majorité des votants



II. La rédaction de la constitution

C. Les sources d'inspiration

- **L'ANC a reçu depuis le début de ses travaux une quarantaine de projets : Beaucoup restent inconnus**
- **Les six projets les plus discutés sont ceux :**
 - Du comité d'expert de la Haute instance officiellement remis à tous les membres de la constituante
 - De l'Union générale des travailleurs tunisiens (UGTT)
 - Du Doyen Sadok Belaid
 - Du mouvement Destourna
 - Un projet attribué à Ennahdha mais qu'elle veut reconnaître
 - Le projet d'El Aridha



II. La rédaction de la constitution

C. Les sources d'inspiration

- **La taille des projets en nombre d'articles démontrent des divergences de conception :**
 - **Comité d'expert de la Haute instance : 91**
 - **El Aridha : 101**
 - **Union générale des travailleurs tunisiens (UGTT) : 124**
 - **Ennahdha : 132**
 - **Doyen Sadok Belaid : 176**
 - **Mouvement Doustourna : 246**



II. La rédaction de la constitution

C. Les sources d'inspiration

- **Le maintien de l'article premier de 1959 ? « La Tunisie est un État libre, indépendant et souverain ; sa religion est l'Islam, sa langue l'arabe et son régime la République »**
 - Comité d'expert : **Article 19**
 - UGTT : **Article premier**
 - Ennahdha : **Article premier**
 - Doyen Sadok Belaid : **Article premier**
 - Mouvement Doustourna : **Non**
 - El Aridha : **« ... l'Islam est sa religion et la source principale de sa législation ... »**



II. La rédaction de la constitution

C. Les sources d'inspiration

- **La justice constitutionnelle**

- **UGTT : Chapitre cinq : cour constitutionnelle ouverte aux citoyens**
- **Ennahdha : Articles 98 à 107 : Cour constitutionnelle**
- **Doyen Sadok Belaid : Article 130 : La Cour constitutionnelle est la plus haute instance juridictionnelle de l'Etat ... gardienne de la suprématie de la Constitution et de la cohérence normative...**
- **Mouvement Doustourna : Article 229. La Cour Constitutionnelle est la plus haute autorité juridictionnelle de l'Etat.**
- **El Aridha : Maintien du conseil constitutionnel de la constitution de 1959 !!!**



II. La rédaction de la constitution

C. Les sources d'inspiration

- **La justice constitutionnelle**
 - Comité d'expert : Article 71 : Le **Conseil de juridiction de l'État** vise à consacrer l'État de droit de manière globale et effective, par le contrôle de la constitutionnalité des lois de l'Etat, de la légalité des décisions prises par les autorités administratives, ainsi que de la gestion financière et la comptabilité publique.
 - Article 72 : Le Conseil de juridiction de l'État se compose de:
 - La Cour constitutionnelle
 - Le Tribunal administratif
 - La Cour financière



II. La rédaction de la constitution

C. Les sources d'inspiration

- Projet Ennahdha, article 10 : « La **Charia** est la source principale de la législation »
- Projet Ennahdha, article 126 : « Le **conseil supérieur islamique** est une instance constitutionnelle indépendante qui édicte des Fatawis conformément à la Charia islamique »
- Projet Ennahdha, article 20 : « La liberté de penser, d'expression, de presse et d'édition est garantie en prenant en considération **le sacré de tous les peuples et les religions** » « مع مراعاة مقدسات جميع الشعوب والأديان »

Pour terminer



Janvier 2011



Janvier 2012